

Le PS pour un « panier de soins » fondé sur l'utilité médicale

Henri de Saint-Roman, *Le Quotidien du Médecin*, 3 septembre 2003

A l'université d'été du Parti socialiste, à La Rochelle, un certain nombre de responsables politiques se sont exprimés sur le volumineux dossier de la santé avec deux thèmes principaux : les solutions à apporter au déficit chronique de l'assurance-maladie et la gestion de la catastrophe sanitaire par le gouvernement actuel.

Tout d'abord, un constat partagé tout à la fois par Claude Pigement, délégué national du PS à la Santé, et Claude Evin, ancien ministre de la Santé : à la lumière du déficit annoncé de l'assurance-maladie, estimé par Claude Pigement à 30 milliards d'euros sur trois ans, (la réalité pourrait encore être plus cruelle), la preuve est aujourd'hui faite que « le système a montré ses carences et ses limites », et qu'« il ne faut plus avoir peur de le bousculer ». Et même si Claude Evin reconnaît qu'en la matière les socialistes n'ont pas toujours fait preuve de l'audace à laquelle ils appellent aujourd'hui, il est temps, en matière de panier de soins, « d'abandonner la vision comptable et de mettre sur pied un panier de soins fondé sur l'utilité médicale », seul moyen selon eux, d'aboutir à « une maîtrise médicalisée des dépenses de santé ».

Reste à savoir si la redéfinition du « panier de soins » suffirait à rééquilibrer les comptes de l'assurance-maladie. Le PS propose donc d'autres pistes de réflexion : tout d'abord, établir « les bases d'un contrat de droit et de devoir entre l'Etat et les professionnels de santé » ; mais il faudra bien aussi trouver de nouveaux financements et, toujours selon Claude Pigement, il sera difficile à l'actuelle majorité d'augmenter la cotisation sociale généralisée (CSG) ou d'allonger la durée de la CRDS (cotisation pour le remboursement de la dette sociale créée par Alain Juppé) ; de plus, le gouvernement ayant « les mains liées par toutes ses promesses de baisse des impôts », il conviendrait, pour rééquilibrer les comptes, de « mettre en place une vraie politique de l'emploi qui seule permettra un financement pérenne de l'assurance-maladie, ainsi qu'une politique de réduction des gaspillages ».

Carence politique et administrative

A La Rochelle, il a aussi été question de la catastrophe sanitaire liée à la canicule, l'occasion pour Paulette Guinchard-Kunstler, ancienne secrétaire d'Etat de Lionel Jospin aux Personnes âgées de se montrer très critique envers François Fillon « qui n'est pas apparu dans la crise ». Paulette Guinchard-Kunstler souligna qu'il était bien commode pour le gouvernement de culpabiliser les familles plutôt que de remettre en cause ses méthodes de gestion de la crise et regretta le gel par l'actuel gouvernement d'un budget de 183 millions d'euros pour les maisons de retraite. Quant à Claude Pigement, il a répété que la politique du bouc émissaire n'était certes pas la bonne mais qu'il fallait reconnaître qu'il y avait eu « carence politique et administrative ». Le délégué national du PS à la Santé a posé deux questions à l'attention du gouvernement : « Pourquoi y a-t-il eu tant de morts alors que d'autres pays européens ont connu des températures identiques sinon plus élevées ? Le meilleur système de santé au monde a-t-il ou non failli ? ». Et de dénoncer pêle-mêle l'abandon de la maîtrise médicalisée des dépenses, la baisse du taux de remboursement de 617 médicaments utiles aux Français, la tentative du gouvernement de réduire l'aide médicale d'Etat et, enfin, les inégalités sociales françaises devant les questions de santé : « Selon le milieu social dont ils sont issus et la région où ils vivent, les Français peuvent voir leur espérance de vie varier de plus ou moins neuf ans », a-t-il conclu.